

Le collectif pour une réa poursuit son combat en rencontrant le préfet

Samedi, malgré la pluie de nombreux usagers, et professionnels se sont rassemblés sur le parking de l'hôpital à l'appel du collectif pour une réanimation à Manosque. Leurs questions portaient essentiellement sur l'état d'avancement du dossier et sur les initiatives prises ces dernières semaines.

«Le collectif de Digne nous a invités à participer aux rencontres avec l'ARH, le 22 janvier et avec le préfet Pierre N'Gahane le 23 janvier», ont expliqué les responsables du Collectif. « En ce qui concerne la rencontre avec le préfet, malgré une entrée difficile (on nous interdisait l'accès) le collectif de Manosque a pu participer au rendez-vous. Le préfet s'interroge sur sa possibilité à exercer sa responsabilité de sécurité sanitaire sur le schéma tel qu'il est organisé actuellement (le nord du 04 étant curieusement intégré au territoire de santé du 05) ».

D'ailleurs, des représentants du Collectif rencontraient de nouveau le préfet ce mercredi après-midi. À leur sortie, Jean-François Pellarrey reconnaissait que Pierre N'Gahane était « très à l'écoute de notre combat, et conscient du souci que pose l'absence d'un service de réanimation au sein de l'Hôpital de Manosque, dans un département entre guillemet sinistré dans ce secteur comparé aux départements voisins, puisque même le département des Hautes-Alpes a plus de lits de réanimation que le 04. Surtout, il aimerait éviter que le département soit encore plus isolé dans le domaine sanitaire ».

Les Hautes-Alpes disposent de plus de places de réanimation tout en étant moins peuplés

Selon Jean-François Pellarrey, « le préfet souhaiterait davantage que le 04 se rapproche du 13 afin de trouver une solution pour faire venir dans les Alpes-de-Haute-Provence des structures qui n'apporteraient rien de plus au département des Bouches-du-Rhône, mais qui permettraient au 04 d'avoir un maximum de services et de rapatrier de nombreux patients. Ce qui désengorgerait également les hôpitaux d'Aix et Marseille ». Toutefois, « il a également reconnu que l'ARH ne pouvait pas dépasser son cadre budgétaire et faire ce qu'elle souhaitait », ajoutent les membres du Collectif.

Ces derniers ont expliqué au préfet Pierre N'Gahane « la nécessité d'obtenir un service de réanimation devant la population grandissante », et ont rappelé également que « les Hautes-Alpes, département pourtant moins peuplé, disposaient de 14 lits de réanimation contre seulement six à Digne-les-Bains ». Ils ont également insisté sur le fait que le futur Pôle de santé de Manosque « disposera des structures

Une action qui fait parler d'elle

Le combat mené par le Collectif depuis de nombreux mois fait parler bien au-delà des frontières des Alpes-de-Haute-Provence et de la région Paca puisqu'on a pu découvrir le mois dernier un article dans le mensuel national «Viva, le magazine mutualiste» sous le titre «Manosque se bat pour sa réa».

Un article encore plus complet sur l'action menée par le collectif est en ligne sur le site internet du magazine (www.vive.presse.fr).

pour accueillir ce service de réanimation. Cela ne coûterait donc pas autant d'argent que certains veulent bien le laisser entendre ».

Pour ce qui concerne la rencontre avec le directeur de l'ARH, « celui-ci semble camper sur ses positions. Il va jusqu'à dire que la position du Premier ministre lors de sa venue à Manosque est complètement décalée avec la réalité. Selon lui, M. Fillon parle d'un sujet qu'il ne maîtrise pas », affirme Jean-François Pellarrey. « Il est clair que M. Dutreil semble sourd aux 15 000 signatures favorables à la nécessité d'une réanimation, aux positions de tous les élus de toutes tendances qui soutiennent ce projet, mais aussi au vœu du Premier ministre dans son discours du 27 octobre 2008 ».

«Devant notre argumentaire, à savoir que le bassin sanitaire de Manosque représente 97 000 personnes, que c'est la plus forte progression démographique de la région Paca (sans compter l'implantation Iter), mais aussi que la particularité géographique du 04 nécessite des réponses adaptées, ou encore que les deux services de réanimations de Gap et Briançon dans le 05 sont un exemple de réponses aux besoins en la matière, sans compter les risques encourus par les patients en attente de lit de réanimation disponibles dans le 13, M. Dutreil, ne semble avoir pour sa part aucun argument. Si ce n'est l'argument financier », ajoutent les responsables du Collectif.

Plus de 15 000 signatures obtenues

Le combat du Collectif se poursuit donc, et c'est certainement en continuant à obtenir le maximum de signatures sur la pétition que le Collectif fait circuler dans tout le département, et en « poussant » les portes des décideurs politiques que la situation pourrait évoluer favorablement dans les mois qui viennent.

Car il apparaît invraisemblable qu'un bassin de vie en plein développement et en plein essor démographique ne puisse bénéficier d'un tel service au sein de son centre hospitalier. Un service qui est loin d'être un luxe, mais une nécessité pour tous.

Si encore, Manosque et ses environs perdaient des habitants, on pourrait



Malgré la pluie, de nombreux usagers, des professionnels de santé, et quelques élus, se sont rassemblés sur le parking de l'hôpital pour évoquer l'avancée du dossier de la réanimation.

comprendre que certains services hospitaliers soient supprimés ou réduits en étant inutilisés, mais c'est loin d'être le cas. Sans compter que les services de réanimation sur Aix et Marseille sont de plus en plus débordés et saturés. Alors que faire ? Attendre que des personnes décèdent faute de places dans les structures des Bouches-du-Rhône pour recevoir les soins nécessaires, comme cela a pu arriver dernièrement en région parisienne ?

Aux politiques de jouer !

Les politiques de tout le département, et de toutes tendances, qui se sont engagés (plus que timidement au départ) auprès du Collectif en faisant voter des motions doivent aujourd'hui essayer d'aller beaucoup plus loin pour faire bouger les choses. Et montrer de manière plus importante leur détermination pour que l'hôpital obtienne ce service qui permettrait de sauver des vies. Pas simplement en se montrant sur les photos...

Certains d'entre-eux avaient avancé l'idée d'une démission collective dans le dossier d'Arkéma à Château-Arnoux. Peut-être qu'effectivement si tous les maires et les conseillers municipaux du bassin sanitaire de Manosque, les conseillers généraux et régionaux concernés, ainsi que les parlementaires du département présentaient leurs démissions cela ferait bouger les choses. En sachant qu'un jour ils peuvent tous être concernés de près ou de loin par ce service.

Le Premier ministre François Fillon s'était engagé en octobre dernier, « pour trouver une solution adaptée aux besoins de l'hôpital de Manosque et du département » (voir notre édition du 31 octobre 2008). Mais les moyens de communication d'aujourd'hui ne doivent plus passer entre l'Hôtel Matignon, le ministère de la Santé et le siège de l'ARH Paca, à entendre les propos du directeur de l'ARH. À moins que les promesses de François Fillon ne soient, une fois de plus, qu'une pure annonce politique afin de calmer le jeu... et de gagner quelques mois.

En espérant que personne n'y laissera sa vie... Guillaume MESSIEN